



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 21 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 6 mai 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ESKA - SAINT DIZIER**

44/46 rue Jeanne d'Arc  
52100 ST DIZIER

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 mai 2022 dans l'établissement ESKA - SAINT DIZIER implanté 44/46 rue Jeanne d'Arc 52100 ST DIZIER. L'inspection a été annoncée le 29 avril 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite visait à réaliser le recollement de deux arrêtés préfectoraux de mises en demeure : Arrêté n° 52-2020-09-272 du 22/09/2020 et Arrêté n° 52-2021-07-180 du 21/07/2021

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA - SAINT DIZIER
- 44/46 rue Jeanne d'Arc 52100 ST DIZIER
- Code AIOT : 0005701275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société ESKA, du groupe DERICHEBOURG Environnement, exploite sur son site de SAINT-DIZIER des activités de transit, regroupement, tri et traitement de déchets industriels banals (métaux, carton, bois, ...), de transit, regroupement et tri de déchets dangereux (batteries) et de démolition de Véhicules Hors d'Usage). L'établissement comprend :

- une unité de récupération des ferrailles, avec tri et/ou cisailage et/ou découpe au chalumeau ;
- une unité de récupération des métaux non ferreux, avec tri et/ou cisailage et/ou découpe au chalumeau ;
- une unité de récupération des papiers/cartons avec compactage ;
- une station de dépollution des véhicules hors d'usage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Pollution chronique
- Risque accidentel
- Situation administrative

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déversement des eaux dans le réseau d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1	/	Prescriptions complémentaires	
2	Déversement des eaux dans le réseau d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article Art. 1	/	Prescriptions complémentaires	
3	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1	/	Sans objet
5	Systèmes de détection et d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1	/	Sans objet
6	Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article Art. 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de non conformité relatifs à la surveillance des rejets, aux systèmes de détection et d'extinction des incendies et à la rétention des eaux d'incendie ont été levés. La question de l'exutoire des rejets et de l'abattement des MES dans les rejets, ne sont, en revanche toujours pas levés. Pour cette raison, l'inspection propose un arrêté complémentaire pour ce qui concerne l'exutoire des rejets et une lettre de suite préfectorale pour la question des MES.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déversement des eaux dans le réseau d'assainissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ESKA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 44/46 rue Jeanne d'Arc à SAINT-DIZIER, de respecter dans un délai de six mois : • les dispositions de l'article 10.5.3 (qualité des effluents rejetés dans le réseau d'assainissement communal) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 1996
<b>Constats :</b> Dans un courrier du 20 janvier 2022 (Ref. TK/CB/1268), l'exploitant indique avoir pris contact avec l'exploitant du réseau d'assainissement communal : La Communauté d'agglomération de Saint-Dizier Der & Blaise. A cette occasion il s'est aperçu qu'il ne rejetait pas ses effluents dans le réseau communal mais dans un émissaire traversant la zone industrielle et rejetant dans le milieu naturel. Dans le même courrier l'exploitant demande que l'arrêté du 7 mai 1996 soit modifié en conséquence. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires

### N° 2 : Déversement des eaux dans le réseau d'assainissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ESKA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 44/46 rue Jeanne d'Arc à SAINT-DIZIER, de respecter dans un délai de six mois : les dispositions de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.
<b>Constats :</b> Dans un courrier du 20 janvier 2022 (Ref. TK/CB/1268), l'exploitant indique avoir pris contact avec l'exploitant du réseau d'assainissement communal : La Communauté d'agglomération de Saint-Dizier Der & Blaise. A cette occasion il s'est aperçu qu'il ne rejetait pas ses effluents dans le réseau communal mais dans un émissaire traversant la zone industrielle et rejetant dans le milieu naturel. Dans le même courrier l'exploitant demande que l'arrêté du 7 mai 1996 soit modifié en conséquence. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires

### N° 3 : Valeurs limites de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ESKA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 44/46 rue Jeanne d'Arc à SAINT-DIZIER, de respecter dans un délai de six mois : • les dispositions des articles 31 (Valeurs limites de rejet) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> La société ESKA a adressé à l'Inspection, le 20 janvier 2022, un courrier (Ref TK/CB/1268) avec un porter à connaissance. Ce porter à connaissance confirme le dépassement le respect de valeurs limites de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1, à l'exception de celles sur les MES. Au lieu des 35 mg, les teneurs en mai 2021 sont de 110 mg au point "Ancienne bascule", 38 au point "Chantier 2 Halle" et 44 au point "Chantier 2 Entrée". En décembre 2021, on constate un dépassement à 47 mg au point "Chantier 2 Entrée". Il est nécessaire de trouver une solution technique à ce problème qui perdure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ESKA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 44/46 rue Jeanne d'Arc à SAINT-DIZIER, de respecter dans un délai de six mois : • les dispositions de l'article 33 (Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant assure un suivi semestriel des valeurs de rejet visées à l'art. 30 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Systèmes de détection et d'extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et extinction incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ESKA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 44/46 rue Jeanne d'Arc à SAINT-DIZIER, de respecter dans un délai de six mois : • les dispositions de l'article 19 (Systèmes de détection et d'extinction automatiques) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 27 octobre 2022 l'exploitant a fourni les photos des systèmes de détection en place
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Rétention des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2021, article Art. 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions des eaux d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ESKA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 44/46 rue Jeanne d'Arc à SAINT-DIZIER, de respecter dans un délai de six mois : les dispositions du V de l'article 25 (Rétentions) de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
<b>Constats :</b> Par courriel du 21 mai 2021, l'exploitant a fourni les procédures de mise en œuvre de ces équipements, ainsi que les justificatifs attestant d'un entraînement des personnels à mettre en place ces barrières et ces obturateurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet